

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/M/11

4 août 1999

(99-3285)

Comité des marchés publics

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 23 FÉVRIER 1999

Président: M. Dick Mak (Hong Kong, Chine)

1. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:
 - A. Élection du Président pour 1999
 - B. Demande de statut d'observateur
 - C. Modifications apportées aux Appendices de l'Accord
 - D. Accessions:
 - i) *Islande*
 - ii) *Taipei chinois*
 - iii) *Panama*
 - iv) *Procédures d'accession*
 - E. Membres ayant récemment accédé à l'OMC
 - i) *Bulgarie*
 - ii) *Mongolie*
 - iii) *République kirghize*
 - iv) *Lettonie*
 - F. Examen des législations nationales d'application
 - G. Négociations au titre de l'article XXIV:7
 - H. Autres questions
 - i) *Pays les moins avancés*
 - ii) *Corée – Passation de marchés de la Société de construction d'aéroports internationaux*
 - I. Date de la prochaine réunion

A. ÉLECTION DU PRÉSIDENT POUR 1999

2. Le Comité a élu M. Dick Mak (Hong Kong, Chine) Président pour 1999.

B. DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR

3. Le Comité est convenu d'accorder le statut d'observateur au gouvernement de la Mongolie, conformément à la décision qu'il avait prise sur cette question (GPA/1, annexe 1) et en réponse à la demande qu'il avait reçue de ce pays (GPA/W/80).

C. MODIFICATIONS APPORTÉES AUX APPENDICES DE L'ACCORD

4. Le Président a dit que, depuis la réunion du Comité en octobre 1998, le Japon (GPA/W/78 et 79) et Singapour (GPA/W/82) avaient notifié les modifications qu'ils envisageaient d'apporter à leur Appendice I respectif. Aucune objection n'ayant été soulevée dans le délai prescrit, les modifications présentées par le Japon étaient entrées en vigueur les 13 novembre et 27 novembre 1998, respectivement (WT/Let/274 et 275).¹

D. ACCESSIONS

i) *Islande*

5. Le représentant de l'Islande a dit que sa délégation avait engagé des consultations bilatérales avec les délégations des États-Unis, du Canada et de la Suisse concernant le projet d'offre qu'elle avait présenté le 22 juin 1998 (GPA/W/73), lequel serait révisé à la lumière de ces consultations. Selon les éventuelles demandes de consultations d'autres délégations, l'Islande avait l'intention d'achever sa procédure d'accession avant la prochaine réunion du Comité. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation communiquerait quelques questions à la délégation de l'Islande suite aux consultations bilatérales tenues en décembre 1998.

ii) *Taipei chinois*

6. Le représentant du Taipei chinois a dit qu'il n'y avait pas eu de nouvelles consultations bilatérales depuis la réunion précédente concernant l'offre révisée présentée par sa délégation (GPA/SPEC/1/Rev.1). Sa délégation espérait être en mesure, lors de la prochaine réunion, de faire état de progrès plus substantiels en ce qui concernait la tenue de consultations bilatérales avec certaines parties.

iii) *Panama*

7. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation avait entamé des consultations bilatérales avec le Panama sur toute une série de questions concernant l'offre révisée présentée le 10 décembre 1998 (GPA/SPEC/3/Rev.1). Sa délégation espérait progresser en ce qui concernait plusieurs problèmes demeurés en suspens en vue d'achever dès que possible le processus d'accession du Panama.

8. La représentante de la Communauté européenne a dit que la délégation du Panama avait été informée des points en suspens sur lesquels le Panama devrait encore progresser.

¹ Les modifications présentées par Singapour sont entrées ultérieurement en vigueur le 19 mars 1999 (WT/Let/297).

9. Le représentant du Panama a dit que ses autorités étaient en train d'examiner les questions qui leur avaient été soumises par les Parties lors des consultations bilatérales. Sa délégation attendait avec intérêt les éventuelles observations, suggestions ou demandes d'autres Parties.

iv) Procédures d'accession

10. Le Président a dit qu'un Membre de l'OMC pouvait accéder à l'Accord au titre de l'article XXIV:2 à des conditions à convenir entre son gouvernement et les Parties. Conformément à la Décision sur l'accession adoptée par le Comité, des consultations sur l'accession avaient lieu entre le pays accédant et les Parties sur les conditions d'accession (GPA/1, annexe 2). La tenue de ces consultations était une question qui concernait le pays accédant et chaque Partie à l'Accord, mais le Comité pouvait examiner la manière dont il pouvait contribuer à faciliter le processus global des accessions.

11. Les représentants de la Communauté européenne, des États-Unis, de Singapour, du Canada et de la Suisse ont dit que les procédures d'accession devaient être simplifiées. La représentante de la Communauté européenne a dit que le processus d'accession comportait deux voies parallèles: premièrement, l'évaluation de la conformité de la législation nationale et des pratiques en matière de passation des marchés appliquées par le pays accédant avec les prescriptions de l'Accord; deuxièmement, la négociation des engagements en matière d'accès aux marchés par le biais d'un accord sur les entités appelées à figurer dans la liste du pays accédant. Le Comité devrait s'efforcer d'améliorer les procédures relatives aux deux voies. Les représentants de la Communauté européenne, des États-Unis, de Singapour, du Canada, de la Suisse, de l'Islande et de la Lettonie ont dit qu'afin d'accélérer le processus initial de collecte des informations, le Comité devrait convenir d'une liste de questions que les pays accédants pourraient utiliser pour fournir des renseignements sur les caractéristiques essentielles de leur législation nationale et de leur régime de passation des marchés. La liste de questions pourrait être semblable à celle qui a été adoptée pour la notification des législations nationales d'application des Parties et inclure certains autres éléments propres au processus d'accession (GPA/1/Add.1). Les réponses du pays accédant à la liste de questions serviraient de base commune au processus d'échange de questions et de réponses entre les Parties et le pays accédant et contribueraient à éviter un double emploi des ressources allouées par tous dans cette phase du processus d'accession.

12. S'agissant des négociations relatives aux engagements en matière d'accès aux marchés, la représentante de la Communauté européenne a dit que le Comité devrait approuver l'établissement d'un ensemble de principes généraux dont pourrait s'inspirer un pays accédant pour élaborer son offre initiale concernant les entités, nonobstant le fait que les négociations ultérieures seraient menées sur une base bilatérale. La mesure dans laquelle un pays accédant devrait appliquer ces principes serait déterminée par son niveau de développement. La Communauté européenne appliquait une approche générale à l'égard des négociations en vue de l'accession, en vertu de laquelle les pays accédants étaient censés remplir certaines conditions lors de l'établissement de leurs offres. Par exemple, les valeurs de seuil indiquées dans les offres devraient être les valeurs de seuil courantes mentionnées dans les annexes de la majorité des Parties. Cependant, une demande de relèvement des valeurs de seuil pouvait être examinée au cas par cas, pour autant que ce relèvement soit justifié et qu'un calendrier prévoie l'abaissement de ces valeurs. Les pays accédants industrialisés ne devraient pas prévoir de prescriptions en matière de compensation, mais les pays en développement pouvaient en prévoir si cela se justifiait. Selon le niveau de développement du pays accédant, ces prescriptions devraient être progressivement réduites et, finalement, supprimées. Toute dérogation aux principes du traitement national et de non-discrimination, par exemple sous forme de préférences ou de marchés réservés, devrait être limitée dans le temps et leur existence devrait être justifiée. S'agissant des diverses annexes, tous les marchés passés par les autorités du gouvernement central devraient être visés à l'annexe 1, à l'exception des marchés directement liés à la défense. Les entités non privatisées des secteurs de services en réseau, comme l'eau, l'électricité et les transports, qui n'étaient pas privatisés étaient censées être visées à l'annexe 3. Le champ d'application de l'annexe 4 devrait

s'étendre à la passation de marchés dans tous les secteurs de services dans lesquels le pays accédant a pris des engagements en matière d'accès aux marchés au titre de la liste qu'il a annexée à l'AGCS. Tous les services de travaux publics et de construction relevant de la division 51 de la CPC devraient être visés à l'annexe 5. La représentante de la Communauté européenne a dit que les Parties devraient agir en amont des négociations avec les pays accédants en indiquant à chaque pays accédant ce qu'elles s'attendaient à voir figurer dans son offre initiale.

13. Le représentant des États-Unis a dit que tout ensemble acceptable de principes généraux devrait posséder une certaine souplesse. Il serait aussi utile de fixer un calendrier indicatif pour les différentes étapes du processus d'accession, qui pourrait être modifié en fonction de la situation de chaque pays candidat.

14. Le représentant du Japon a dit que les propositions d'améliorations à apporter aux procédures étaient dignes d'intérêt mais qu'elles ne suffiraient pas à garantir l'efficacité du processus d'accession. Compte tenu de l'objectif qui était de rendre l'Accord plus universel, transparent et facilement accessible aux pays ayant des systèmes économiques ou des philosophies différents, il faudrait s'efforcer de remédier aux difficultés auxquelles se heurtaient les pays accédants dans leurs négociations avec les Parties. La divergence de vues entre les Parties concernant la liste des entités visées à l'annexe 3 était l'une des principales difficultés rencontrées dans les négociations des listes d'entités. Aux termes de l'article premier de l'Accord, l'annexe 3 contenait la liste de toutes les autres entités qui passaient des marchés conformément aux dispositions de l'Accord. Sans référence, point de comparaison ou de repère pour inclure ou exclure une entité, les Parties n'avaient aucune notion commune de ce que représentait une offre équilibrée en ce qui concernait les entités visées à l'annexe 3. Une offre émanant d'un pays accédant était évaluée sur la base de différentes normes utilisées par les Parties et en fonction de l'importance subjective des secteurs indiqués dans l'offre. Au lieu d'élaborer les principes généraux régissant l'établissement des offres, le Comité pourrait mieux orienter les pays accédants en arrêtant la signification de l'expression "marchés publics". Les travaux relatifs à cette question entrepris dans le contexte de l'examen de l'Accord actuellement en cours contribueraient aux efforts d'amélioration du processus des accessions.

15. Le représentant des États-Unis a dit que la complexité relative de l'Accord n'était pas la seule raison pour laquelle les pays Parties à l'Accord étaient peu nombreux. Appuyé par le représentant du Canada, il a dit que l'expansion du nombre des Parties à l'Accord exigerait aussi de la part des pays accédants des efforts en vue d'améliorer leur système de passation des marchés et de respecter les principes fondamentaux de l'Accord. Le représentant du Canada a dit que la question de la clarification de la signification de l'expression "marchés publics" pouvait être traitée de manière plus appropriée dans le contexte de l'examen actuel de l'Accord au titre de l'article XXIV:7.

16. Le représentant de Singapour, appuyé par le représentant du Japon, a dit que le Secrétariat devrait établir un résumé des listes visées aux annexes 1 à 3 des Parties, ce qui permettrait aux pays accédants d'établir des comparaisons entre les listes complexes d'engagements figurant dans les listes des diverses Parties. Cela fournirait un élément utile pour les négociations et aiderait les pays accédants à établir leur offre concernant les entités. La représentante de la Communauté européenne a dit que les listes d'entités visées aux annexes 1 à 3 étaient compliquées. Cependant, le document informel sur les dispositions discriminatoires établi par le Secrétariat (distribué sous la cote de bas de page "gpa38" le 31 octobre 1997) illustrait bien les entités visées à l'annexe 3. Le représentant des États-Unis a dit qu'il serait difficile d'établir des comparaisons entre les listes des Parties. Par exemple, chaque Partie avait une structure gouvernementale différente qui transparaissait dans les listes d'entités indiquées à l'annexe 1 et les fonctions des entités visées à l'annexe 3 étaient différentes selon les Parties. En outre, il serait inutile de comparer toutes les diverses manières dont les Parties avaient précédemment abordé certaines questions dans leurs listes. Les négociations avec les pays accédants étaient menées de manière bilatérale et tenaient compte des priorités et intérêts particuliers de chacun des pays participants.

17. En conclusion, le Président a dit que le Secrétariat devrait établir, aux fins d'examen par le Comité, un projet de liste de questions dont les pays candidats pourraient se servir pour communiquer des renseignements sur les principales caractéristiques de leur législation nationale et de leur régime de passation des marchés. La délégation de la Communauté européenne serait invitée à présenter une note sur les principes généraux régissant l'établissement des offres par les pays accédants que le Comité pourrait utiliser dans ses travaux futurs sur la question. Le Comité en est ainsi convenu.

E. MEMBRES AYANT RÉCEMMENT ACCÉDÉ À L'OMC

i) *Bulgarie*

18. Le représentant de la Bulgarie a dit que les travaux préparatoires concernant l'accession à l'Accord, l'établissement d'une nouvelle loi sur les marchés publics et la réforme de l'administration publique se déroulaient actuellement en Bulgarie.

ii) *Mongolie*

19. Le Président a dit que la communication de la Mongolie demandant le statut d'observateur au Comité comportait aussi une demande d'assistance technique (GPA/W/80, paragraphe 2). La représentante de la Communauté européenne, appuyée par le représentant des États-Unis, a dit qu'afin d'éviter le chevauchement des activités de coopération technique des diverses Parties et de garantir l'affectation optimale des ressources disponibles à cette fin, le Comité devrait établir un programme de coopération technique destiné à la Mongolie sans préjudice de la question du financement.

20. Le Président a dit que le Secrétariat devrait être invité à élaborer, en consultation avec les délégations intéressées, les grandes lignes d'un programme de coopération technique pour la Mongolie en indiquant les domaines spécifiques dans lesquels la coopération pourrait être nécessaire dans la perspective de l'accession de ce pays à l'Accord. Il en est ainsi convenu.

iii) *République kirghize*

21. Le Président a dit que le Groupe de travail de l'accession de la République kirghize avait pris acte de l'engagement pris par la République kirghize d'entamer des négociations pour adhérer à l'Accord sur les marchés publics lors de son accession à l'OMC en soumettant une offre concernant les entités à ce moment-là et avait noté que, si les résultats des négociations étaient satisfaisants pour la République kirghize et les signataires de l'Accord, la République kirghize achèverait les négociations en vue de son accession à l'Accord d'ici au 31 décembre 1999 (WT/ACC/KGZ/26 et 29). La République kirghize était devenue Membre de l'OMC le 20 décembre 1998.²

iv) *Lettonie*

22. Le Président a dit que le Groupe de travail de l'accession de la Lettonie avait pris acte de l'engagement pris par la Lettonie d'entamer des négociations pour adhérer à l'Accord sur les marchés publics lors de son accession à l'OMC en soumettant une offre concernant les entités à ce moment-là et avait noté que, si les résultats des négociations étaient satisfaisants pour la Lettonie et les signataires de l'Accord, la Lettonie achèverait les négociations en vue de son accession à l'Accord d'ici au 31 décembre 2000 (WT/ACC/LVA/32). La Lettonie était devenue Membre de l'OMC le 10 février 1999 et avait le statut d'observateur au Comité depuis le 4 juin 1996.

² La République kirghize a ultérieurement demandé le statut d'observateur le 26 février 1999 (GPA/W/83) et a déposé sa demande d'accession et soumis un projet d'offre le 11 mai 1999 (GPA/SPEC/4).

23. Le représentant de la Lettonie a dit que la Lettonie soumettrait une offre initiale dans un avenir proche.³

F. EXAMEN DES LÉGISLATIONS NATIONALES D'APPLICATION

24. Le Président a dit que le Comité devait aborder toute question en suspens concernant l'examen de la législation nationale d'application de la Communauté européenne et de la Corée qui avait eu lieu à la réunion d'octobre 1998.

25. Le représentant de la Corée a dit que sa délégation communiquerait dès que possible ses réponses écrites aux questions posées par la délégation du Canada (job n° 5328).

26. Le Président a dit que, conformément aux procédures arrêtées et au calendrier pour l'examen des législations nationales d'application, le Comité devait aborder les législations de la Suisse (GPA/15) et des États-Unis (GPA/23). Les questions écrites posées par le Canada, la Communauté européenne et les États-Unis à la Suisse (jobs n° 763, 117 et 1040 les 10 février, 13 janvier et 24 février 1999, respectivement) ainsi que les réponses écrites de la Suisse aux questions posées par la Communauté européenne (job n° 858 du 18 février 1999) avaient été distribuées avant la réunion. Les questions écrites posées par le Canada et la Communauté européenne aux États-Unis (jobs n° 763 et 117 les 10 février et 13 janvier 1999, respectivement) et les réponses écrites des États-Unis aux questions posées par la Communauté européenne (job n° 1041 le 22 février 1999) avaient été aussi distribuées. Comme cela avait été le cas lors des examens précédents, chaque Partie pouvait donner un aperçu des réponses aux questions que lui avaient posées les autres Parties. Le Président donnerait ensuite la parole aux autres Parties pour toute autre question ou observation.

27. Le Comité a procédé à l'examen des législations de la Suisse et des États-Unis sur la base des questions et réponses écrites et des déclarations orales faites par les deux délégations. Les Parties étaient invitées à soumettre toute autre question qu'elles souhaitaient poser aux deux délégations avant le 31 mars 1999.⁴ Les délégations de la Suisse et des États-Unis répondraient par écrit à ces questions avant le 15 mai 1999. Le compte rendu complet de l'examen des législations de la Suisse et des États-Unis serait distribué dans la série de documents GPA/-.

28. Après les examens, le Président a suggéré que le Comité aborde à sa réunion suivante toute question en suspens concernant les législations de la Communauté européenne, de la Corée, de la Suisse et des États-Unis. À cette réunion, le Comité entamerait également l'examen de la législation nationale d'application du Canada (GPA/13). Conformément aux procédures arrêtées pour l'examen, les Parties seraient invitées à soumettre leurs questions écrites au Canada avant le 15 juin 1999, et à en communiquer des copies au Secrétariat qui les distribuerait aux autres Parties.⁵ La délégation du Canada répondrait par écrit à ces questions avant le 15 septembre 1999. Il en a été ainsi convenu.

G. NÉGOCIATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE XXIV:7

29. Le Président a dit que des consultations informelles portant sur les négociations au titre de l'article XXIV:7 avaient eu lieu le 9 décembre 1998 et le 22 février 1999 sur la base d'une liste de questions informelle révisée dont la version la plus récente datait du 25 janvier 1999 (distribuée sous la cote de bas de page "gpa78"). À la lumière de ces consultations, il avait été convenu qu'une autre

³ La Lettonie a déposé sa demande d'accession à l'Accord et soumis un projet d'offre le 16 juin 1999 (GPA/SPEC/5).

⁴ Aucune question n'avait été soumise au 2 août 1999.

⁵ Les questions posées par la Communauté européenne et Hong Kong, Chine au Canada ont été distribuées le 16 juin 1999 sous le job n° 3867 et le 26 juin 1999 sous le job n° 3423, respectivement.

réunion informelle aurait lieu les 10 et 11 mai 1999, et qu'à cette réunion les travaux se dérouleraient de la manière suivante:

- i) Les délégations reviendraient une fois de plus sur les questions des technologies de l'information et des méthodes de passation des marchés sur la base d'une note que la présidence établirait en essayant de faire le point des débats et d'indiquer les questions essentielles nécessitant un examen plus approfondi (job n° 973). Il avait été demandé au Canada d'envisager de mettre à jour ses propositions concernant les technologies de l'information. Pour ce qui était des méthodes de passation des marchés, les Parties avaient été encouragées à présenter des communications indiquant notamment la manière dont elles traitaient dans leurs régimes nationaux de passation des marchés les diverses méthodes de passation des marchés actuellement à l'étude. La Communauté européenne et les États-Unis avaient annoncé la communication de documents sur les méthodes de passation des marchés.
- ii) Les délégations reviendraient sur la question des rapports statistiques sur la base d'une version actualisée d'une note dans laquelle la présidence consignerait les observations faites sur le projet de révision du texte de l'article XIX:5 (job n° 765).
- iii) Les délégations poursuivraient l'examen article par article de l'Accord sur la base d'une version actualisée du tableau à deux colonnes qui tiendrait compte des propositions faites pour chaque article à la réunion en cours. Les délégations avaient été encouragées à soumettre des propositions concrètes. À cet égard, Hong Kong, Chine avait annoncé la communication d'une proposition révisée concernant l'article XV et le Japon une proposition relative à l'article XXIV:6 b).
- iv) S'agissant de l'élimination des dispositions discriminatoires, les propositions avancées lors des débats seraient consignées dans une version révisée de la liste de questions. De plus, une version révisée de la note établie par le Secrétariat sur la portée de l'Accord en ce qui concerne les services serait distribuée à la lumière des observations soumises. Les délégations étaient encouragées à poursuivre leurs efforts pour supprimer les dispositions discriminatoires par le biais de consultations bilatérales et plurilatérales et à tenir le Comité informé de l'évolution de la situation. Les délégations reviendraient sur cette question à la prochaine réunion informelle consacrée aux négociations relatives à l'article XXIV:7.
- v) Conformément au calendrier convenu et au programme de travail qui fixent la troisième Conférence ministérielle de l'OMC comme date limite pour l'achèvement des négociations, du moins en ce qui concerne la simplification et l'amélioration de l'Accord, deux autres consultations informelles auraient lieu au cours du premier semestre de cette année, les 10 et 11 mai et le 30 juin 1999, respectivement. Il avait été aussi rappelé aux délégations qu'il avait été convenu que les suggestions et propositions devaient être présentées avant le 30 avril 1999 sans préjudice du droit des participants de soumettre à une date ultérieure des propositions modifiées ou additionnelles si nécessaire.

H. AUTRES QUESTIONS

i) *Pays les moins avancés*

30. La représentante de la Communauté européenne a dit que tous les Membres de l'OMC s'étaient engagés à mieux intégrer les pays les moins avancés au système de l'OMC. La mise en œuvre pratique des dispositions pertinentes de l'article V:12 de l'Accord, qui permettait à une partie "d'accorder le bénéfice de l'Accord aux fournisseurs établis dans les pays les moins avancés qui n'y

étaient pas parties, pour ce qui est des produits ou services originaires de ces pays", renforcerait la participation des pays les moins avancés à l'Accord et aux marchés publics. Appuyée par les représentants du Japon et des États-Unis, elle a suggéré que le Comité adopte une décision imposant à toutes les Parties d'étendre le bénéfice de l'Accord à l'ensemble des pays les moins avancés Membres de l'OMC.

31. Le Comité est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion.

ii) *Corée – Passation de marchés de la Société de construction d'aéroports internationaux*

32. Le représentant des États-Unis a dit que sa délégation avait demandé la tenue de consultations avec la Corée le 16 février 1999 et espérait résoudre cette question dès que possible (WT/DS163/1 et GPA/D4/1).

33. Le représentant de la Corée a dit que son gouvernement continuait de considérer que l'Autorité de construction d'aéroports de la Corée n'était pas visée par l'Accord. Sa délégation présenterait des arguments détaillés à cet égard au cours de la procédure de règlement des différends de l'OMC.

I. DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION

34. Le Comité est convenu de tenir sa prochaine réunion le 5 octobre 1999.
